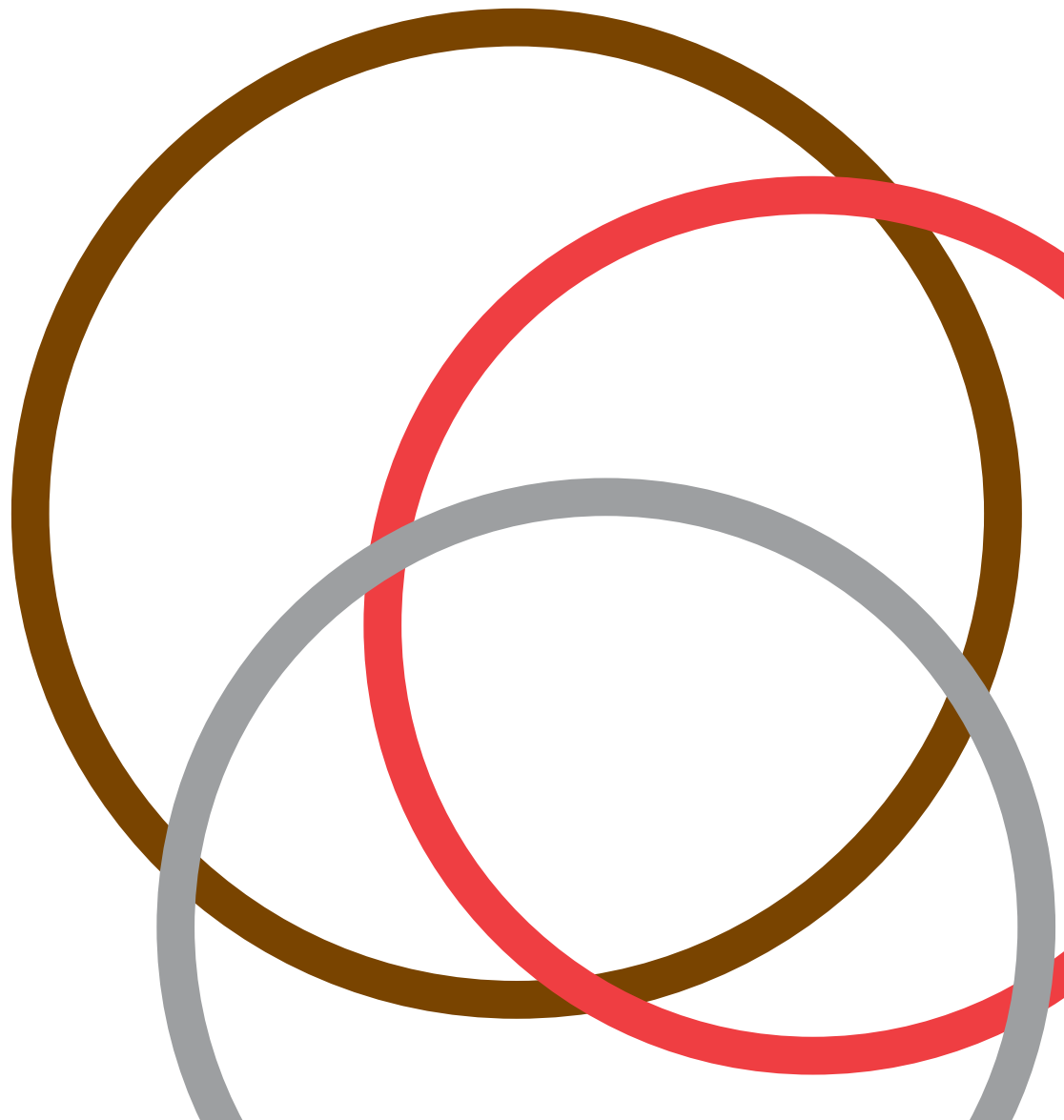


RÉFLEXION

L'Initiative Think tank : Son parcours, ses progrès



© Centre de recherches pour le développement international 2010

Ce rapport est imprimé sur du papier recyclé et certifié par le FSC
Pour réduire son impact sur l'environnement, peu de copies ont été imprimées.
Cependant, la version complète du rapport se trouve sur le site web
de l'Initiative Think tank : www.idrc.ca/thinktank

Design : H3Creative Inc.

FABRIC

RECHERCHE

**« Les gens ont besoin de faits tangibles
pour prendre des décisions, et c'est
pourquoi nous sommes ici. »**

Antonia Mutoro, Institute of Policy Analysis
and Research (IPAR), Rwanda



ThinkTank
Initiative
Initiative
Thinktank

L'**Initiative Think tank** est un programme visant à renforcer les institutions indépendantes de recherche sur les politiques – ou « think tanks » – dans les pays en développement, afin de leur permettre de réaliser des recherches objectives susceptibles d'éclairer et d'influencer les politiques publiques visant à améliorer la vie des personnes les plus pauvres.

Pour plus d'informations, consulter
www.idrc.ca/thinktank.



Depuis 1967, la **Fondation William et Flora Hewlett** octroie des subventions dans le but d'aider à résoudre les problèmes sociaux et environnementaux aux États-Unis et ailleurs dans le monde. La Fondation administre des programmes de financement dans les domaines de l'éducation, de l'environnement, du développement mondial, des arts du spectacle, de la philanthropie et de la population et accorde également des subventions aux communautés défavorisées de la baie de San Francisco.

Pour plus d'informations, consulter
www.hewlett.org.

BILL & MELINDA
GATES foundation

Guidée par la conviction que tous les hommes sont égaux, la **Fondation Bill & Melinda Gates** se consacre à aider tous les êtres humains à mener une vie saine et productive. Dans les pays en développement, la Fondation s'emploie à améliorer la santé des habitants et à leur donner les moyens de se sortir de la pauvreté et de ne plus souffrir de la faim. Aux États-Unis, elle fait en sorte que toutes les personnes, et tout particulièrement les plus démunies, aient accès aux possibilités voulues pour réussir leurs études et leur vie. La Fondation a son siège à Seattle, aux États-Unis, et est dirigée par Jeff Raikes, directeur général, et William H. Gates senior, coprésident, sous la direction de Bill et Melinda Gates et de Warren Buffett.

Pour plus d'informations, consulter
www.gatesfoundation.org.



Le **Centre de recherches pour le développement international** (CRDI) du Canada soutient la recherche dans les pays en développement afin de favoriser la croissance et le développement. Le CRDI encourage également le partage des connaissances avec les décideurs, les chercheurs et les différentes communautés dans le monde pour créer des solutions locales durables et innovantes, de façon à susciter des changements et d'élargir la gamme des choix s'offrant à ceux qui en ont le plus besoin.

Pour plus d'informations, consulter www.crdi.ca.

À ces trois bailleurs de fonds se sont récemment joints le **ministère du Développement international (DFID)** du Royaume-Uni et la **Direction générale de la coopération internationale (DGIS)** des Pays-Bas.



Le **ministère du Développement international** (DFID) du Royaume-Uni gère l'aide apportée par le gouvernement britannique aux pays en développement et lutte contre la pauvreté dans le monde. Le DFID travaille avec les gouvernements des pays en développement pour les aider à donner à leurs citoyens pauvres et défavorisés les moyens de sortir de la pauvreté en leur fournissant des soins de santé et des services d'éducation adéquats et en favorisant une bonne gouvernance et une croissance économique équitable.

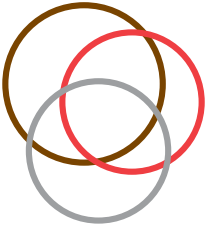
Pour plus d'informations, consulter
www.dfid.gov.uk.



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands

La **Direction générale de la coopération internationale** (DGIS) des Pays-Bas est chargée de la politique de coopération pour le développement, de sa coordination, de sa mise en œuvre et de son financement. Les Pays-Bas travaillent avec des gouvernements étrangers ainsi qu'avec des organisations internationales tels que l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et l'Union européenne. La DGIS s'intéresse à l'égalité entre les sexes, à la lutte contre le sida, à l'éducation, au développement économique durable et à l'environnement.

Pour plus d'informations, consulter
www.minbuza.nl/en.



LE MOT DU PRÉSIDENT DU CRDI

C'est un grand honneur pour le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada que de coordonner au nom de nos partenaires un ambitieux programme destiné aux institutions de recherche prometteuses dans des domaines touchant au développement économique en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud.

La conviction que les pays en développement peuvent eux-mêmes résoudre leurs problèmes est au cœur de la mission du CRDI. Comme partout ailleurs, les politiques sont plus efficaces lorsqu'elles s'appuient sur des données locales et sont mises en œuvre par des intervenants locaux. Voilà l'objectif de ce programme. En apportant un soutien important à leur travail, l'Initiative Think tank permet aux institutions de recherche de développer leurs propres capacités afin de les mettre au service de leur pays, de leur région et bien au-delà.

Nos partenaires se sont révélés exceptionnellement tournés vers l'avenir. Le CRDI se réjouit de s'être joint à eux pour lancer cette initiative ambitieuse. Nous espérons que d'autres joindront nos rangs pour augmenter les ressources allouées à ce programme.

David Malone

Centre de recherches pour le développement international

LE MOT DE NOTRE GESTIONNAIRE DE PROGRAMME

La contribution de centaines de chercheurs et institutions locales qui œuvrent à la création de solutions aux problèmes économiques et sociaux les plus complexes de leurs pays est de plus en plus importante. Ils jouent un rôle essentiel dans l'édification d'une culture de la démocratie et contribuent au développement humain et économique de leur pays. Mais ces chercheurs et institutions travaillent souvent dans un contexte où un financement limité et imprévisible met en péril leur capacité d'élaborer des propositions de politiques de développement conçues localement. L'Initiative Think tank a été créée pour répondre à ce problème.

Sur plus de 600 demandeurs, cinquante-deux institutions ont été sélectionnées dans 23 pays pour recevoir un appui sous forme de subventions institutionnelles pluriannuelles. Inévitablement, de nombreuses institutions méritantes ne font pas partie du groupe sélectionné. Cela montre bien l'ampleur du problème en ce qui concerne les ressources dont dispose l'Initiative, mais souligne également notre ambition, qui est de convaincre d'autres acteurs, par notre travail, à appuyer les institutions de recherche indépendantes dans les pays en développement.

Ce rapport s'intéresse aux deux premières années du programme, de sa conception au début de sa mise en œuvre. L'année dernière, les premières subventions ont été versées aux institutions africaines sélectionnées; d'autres subventions seront versées aux institutions d'Asie du Sud et d'Amérique latine dans les mois qui viennent. Avec le temps, nous espérons stimuler la création d'un groupe dynamique d'institutions et de leaders travaillant à l'échelle nationale mais aussi régionale et internationale, qui participera activement aux débats fondamentaux de notre époque.

Marie-Claude Martin

Initiative Think tank



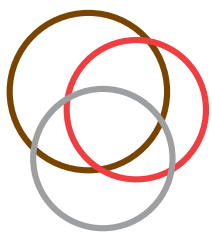
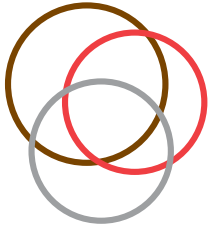


TABLE DES MATIÈRES

L'Initiative Think tank en bref.	2
Coup d'œil sur nos progrès.	4
Le programme.	6
Persévérance face aux défis majeurs en matière de développement.	13
Profils.	18
Une longueur d'avance dans la réflexion.	18
Un acteur essentiel dans la formulation des politiques en Éthiopie.	19
De grandes attentes.	20
Un regard vers l'avenir.	21
Les récipiendaires de l'Initiative Think tank.	22
Conseillers et équipe.	24
Résumé financier.	26



L'INITIATIVE THINK TANK EN BREF

Qu'est-ce que l'Initiative Think tank?

L'Initiative Think tank est un programme mobilisant plusieurs bailleurs de fonds qui vise à renforcer les institutions indépendantes de recherche sur les politiques dans les pays en développement. Gérée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, c'est un partenariat entre le CRDI, la Fondation William et Flora Hewlett, la Fondation Bill & Melinda Gates, le ministère du Développement international (DFID) du Royaume-Uni et la Direction générale de la coopération internationale (DGIS) des Pays-Bas.

Pourquoi cette Initiative est-elle importante?

Les think tanks des pays en développement se trouvent dans une position unique pour susciter des changements dans leurs sociétés. Ils peuvent renforcer les débats sur les politiques publiques et promouvoir une prise de décision plus objective et fondée sur des données probantes. Néanmoins, la plupart de ces think tanks ne reçoivent jamais de financement institutionnel prévisible et de longue durée mais dépendent plutôt de subventions liées à des programmes ou contrats d'études à court terme. L'Initiative propose aux think tanks de pays en développement de recevoir un financement stable qui leur permettra d'attirer, de conserver et de renforcer les talents locaux, d'élaborer des programmes de recherche indépendants et d'investir dans la communication avec la communauté des décideurs, afin de garantir que les résultats des recherches soient utilisés dans les débats sur les politiques.

Comment fonctionne l'Initiative Think tank?

La caractéristique principale de l'Initiative Think tank est d'apporter un financement de base, non ciblé aux institutions participantes. L'Initiative les soutient également dans trois grands domaines : les méthodes et les compétences de recherche, la communication et le rayonnement, et le développement organisationnel. Les subventions sont ainsi jumelées à un programme de soutien technique visant à corriger les principaux points faibles. L'Initiative appuie les examens par les pairs, l'apprentissage et l'échange en réunissant les récipiendaires, des experts étrangers ainsi que d'autres intervenants.

Combien d'argent est investi dans l'Initiative?

Le renforcement des capacités organisationnelles est une entreprise de longue haleine. L'Initiative prévoit un investissement sur 10 ans. Les cinq bailleurs de fonds partenaires ont alloué un total d'environ 110 millions de US\$ au programme, pour la première phase se terminant en 2014.

Pour en savoir plus :

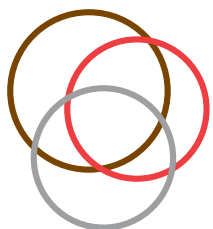
www.idrc.ca/thinktank



APPUI

L'Initiative Think tank s'est donné les objectifs stratégiques suivants :

1. sélectionner un groupe prometteur d'institutions indépendantes de recherche sur les politiques et les aider à identifier leurs forces et faiblesses ;
2. proposer la combinaison d'un financement d'appui général, d'accès à la formation et de soutien technique afin d'améliorer la qualité de la recherche et les performances organisationnelles et de renforcer les liens entre recherche et politiques ;
3. recueillir et partager les enseignements sur les stratégies de soutien et de gestion des institutions de recherche sur les politiques afin d'orienter les activités futures des bailleurs, des think tanks et des autres acteurs du développement.



COUP D'ŒIL SUR NOS **PROGRÈS**



2008

Mai 2008

Première réunion du Groupe consultatif international à Oxford, Angleterre

Juin – août 2008

Le personnel de l'Initiative est recruté, au siège (Ottawa) et en Afrique

Juin – août 2008

Appel à manifestations d'intérêt dans 11 pays en Afrique de l'Est et de l'Ouest – 284 propositions reçues

La Fondation William et Flora Hewlett prend contact avec le CRDI; conception conjointe du programme

Le Plan de mise en œuvre de l'Initiative est officiellement approuvé par les conseils des gouverneurs des deux institutions à la fin de l'année

2007

Janvier 2009

La Fondation Bill & Melinda Gates se joint à l'Initiative

Janvier 2009

Deuxième réunion du Groupe consultatif international à Washington DC, États-Unis

Mai 2009

Annonce des récipiendaires africains et tenue de la première réunion du groupe à Dakar, Sénégal

2009

Juillet – sept. 2009

Appel à manifestations d'intérêt dans 7 pays d'Amérique latine et 5 pays d'Asie du Sud – 320 propositions reçues

2010

Mars 2010

Le groupe africain se réunit pour la deuxième fois à Nairobi, Kenya

Mai 2010

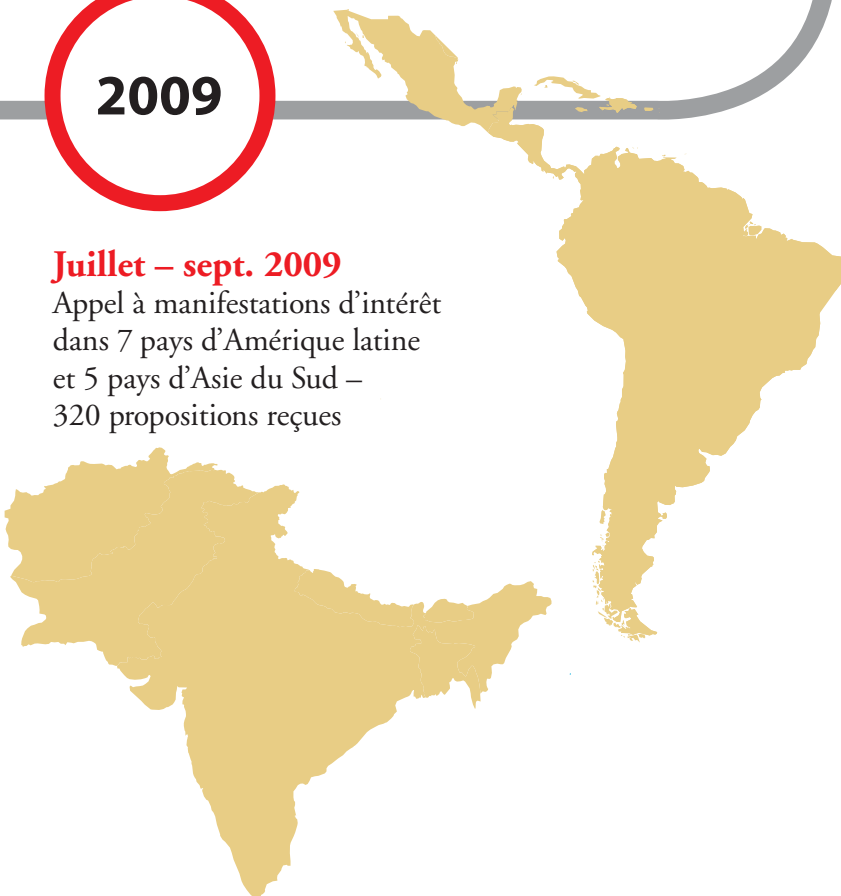
Troisième réunion du Groupe consultatif international à Ottawa, Canada

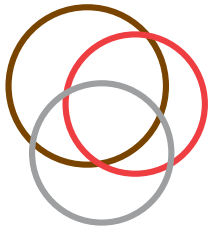
Juillet 2010

Le DFID et la DGIS se joignent à l'Initiative

Juillet 2010

Annonce des récipiendaires en Amérique latine et en Asie du Sud





LE PROGRAMME

L'Initiative Think tank : La recherche menée à l'échelle locale en vue de solutions durables

Dans les pays en développement, les institutions indépendantes de recherche sur les politiques, ou think tanks, jouent un rôle essentiel dans l'édification d'une culture de la démocratie et contribuent au développement humain et économique de leur pays.

Malheureusement, le pouvoir transformateur de la recherche locale passe trop souvent inaperçu. Les bailleurs de fonds internationaux continuent d'investir dans la recherche pour le développement dans les pays occidentaux et, si les think tanks locaux reçoivent des financements, c'est généralement sur la base de projets ponctuels, ce qui réduit la viabilité, la flexibilité et la réactivité de ces institutions.

Après avoir consulté un grand nombre de décideurs politiques, de responsables de think tanks et d'autres experts, la Fondation William et Flora Hewlett a pris contact avec le Centre de recherches pour le développement international et la Fondation Bill & Melinda Gates afin de proposer une nouvelle vision à long terme du financement de la recherche dans les pays en développement.

Au moment de sa création, l'Initiative Think tank se voulait un programme sur 10 ans visant à aider les institutions des pays en développement à consolider leur position, à élaborer des programmes de recherches pertinents et à long terme et à relier plus efficacement recherche et politiques, de manière à créer des liens plus étroits entre les meilleures recherches qui soient en matière de politiques et les problèmes de développement nationaux les plus délicats.

Le programme a débuté par l'octroi de subventions d'appui général à long terme (« financement de base ») et un accès à la formation ainsi qu'à un soutien technique pour 52 institutions de recherche sur les politiques en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Amérique latine. Ses deux premières années ont été consacrées au développement d'un programme pleinement opérationnel et au début de la production et du partage des connaissances sur ce modèle particulier d'appui à la recherche locale.

Deux autres bailleurs de fonds se sont récemment joints au programme : le ministère du Développement international (DFID) du Royaume-Uni et la Direction générale de la coopération internationale (DGIS) des Pays-Bas. Ce partenariat renforcé a imprimé un nouvel élan pour établir et entretenir un réseau mondial de think tanks locaux influents qui, à terme, contribueront à une élaboration intelligente et efficace des politiques.

L'Initiative est coordonnée depuis le siège du CRDI, à Ottawa, ainsi que des bureaux régionaux de Montevideo, Delhi, Nairobi et Dakar, où œuvrent des administrateurs de programme. Elle est dirigée par un Comité exécutif, composé d'un représentant de chaque agence de financement et par un Groupe consultatif international (GCI) qui se compose de neuf experts dans les domaines de la gestion et de la recherche sur les politiques.



Une idée pas si nouvelle...

Les idées sous-tendant l'Initiative Think tank n'ont rien de nouveau. Ce qui l'est, c'est la manière dont le programme va les mettre en œuvre :

Avant	versus	Aujourd'hui
Apport d'un financement de base		Apport d'un financement souple et à long terme pour permettre à l'institution d'implanter sa propre vision et d'élaborer son propre programme de recherche
Apport de formation et de soutien technique		Apport d'un soutien en fonction des besoins
Amélioration de la qualité de la recherche		Attention particulière portée aux questions de la performance organisationnelle

« Les financements non ciblés permettent aux Think tanks de mener des recherches sur des sujets pertinents, relevant de leur programme de recherche, plutôt que répondre uniquement aux priorités des bailleurs de fonds. »

Cheikh Oumar Ba, Initiative prospective agricole et rurale (IPAR), Sénégal

Approche ciblée du programme

Deux décisions stratégiques permettent de mieux situer le programme : il se concentre d'une part sur un seul type d'organismes de recherche, d'autre part sur un nombre limité de pays et de régions.

Mais pourquoi avoir choisi des institutions de recherche indépendantes ? Tout d'abord, parce qu'elles apportent aux citoyens l'information dont ils ont besoin pour plaider en faveur de meilleurs services publics et exiger une reddition de comptes touchant la prestation de ces services. Ensuite, parce que seules des recherches indépendantes sur les politiques à l'échelle locale permettent d'orienter les bailleurs de fonds, les décideurs politiques et les ONG vers les « bonnes » interventions. Enfin, parce qu'une compréhension des compromis et des retombées fondée sur des recherches et des évaluations rigoureuses peut stimuler les changements et la réplication de politiques mieux adaptées aux besoins des populations défavorisées.

Il y a peu ou pas de pays et de régions où le programme n'aurait été opportun. Toutefois, étant donné ses ressources limitées, l'Initiative a dû se concentrer sur un petit nombre de pays répondant à des critères spécifiques tels que le degré d'ouverture politique et la capacité à effectuer des recherches en matière de politiques. Des études ont été réalisées pour acquérir une meilleure connaissance de leur contexte politique et socio-économique ainsi que de leur environnement de recherche en matière de politiques.

Ces pays sont :

- Afrique de l'Est : l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie
- Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Nigéria, le Sénégal
- Amérique latine : la Bolivie, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Paraguay, le Pérou
- Asie du Sud : le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan, le Sri Lanka

« Une démarche de financement axée sur un projet précis ne permet pas de définir un programme de recherche à long terme, proactif et continu, ce qui est indispensable pour s'engager de manière constante dans un débat d'orientation de politique [...] »

Bitrina Diyamett, African Technology Policy Studies Network (ATPS), Tanzanie

FORCE

Un financement intelligent, des institutions renforcées

L'un des thèmes dominants à avoir émergé des consultations qui ont conduit à la création de l'Initiative Think tank est que les décisions de financement à court terme prises par les bailleurs de fonds sont à l'origine de nombreuses faiblesses de la recherche sur les politiques. Par exemple, les institutions de recherche des pays en développement ne reçoivent que rarement un appui financier général prévisible qui leur permettrait de planifier leur fonctionnement à long terme, d'établir elles-mêmes leurs priorités de recherche et d'investir dans la création de programmes de recherche de qualité. Les bailleurs de fonds internationaux apportent un soutien financier, mais souvent pour des projets ponctuels qu'ils ont eux-mêmes conçus et qu'ils dirigent.

Ainsi, la plupart des institutions de recherche sur les politiques sont contraintes de mener des recherches « sur commande », au lieu d'établir un programme de recherche à long terme répondant aux besoins locaux. À ces problèmes viennent s'ajouter le nombre restreint d'experts spécialisés dans de nombreux pays en développement ainsi que les difficultés à créer des carrières de recherche au sein des institutions locales. Des sources de financement stables et à long terme sont nécessaires pour permettre aux institutions de recherche d'offrir à leurs chercheurs de véritables perspectives de carrière.

Ce qui distingue l'Initiative Think tank, c'est qu'elle propose aux institutions participantes un appui général au budget (« financement de base »), de façon qu'elles puissent fonctionner sans créer chez elles de dépendance. Ce financement prend la forme de subventions pluriannuelles non assignées permettant de financer à la fois les coûts liés aux programmes de recherche et les frais d'exploitation des institutions. Cet appui financier est essentiel pour donner aux institutions la souplesse dont elles ont besoin pour s'adapter et prévoir l'évolution de leur situation ainsi que la stabilité nécessaire pour mener des recherches et des analyses de plus longue durée sur des sujets précis.

Joint à un renforcement spécifique des capacités, le financement de base à long terme permet de s'attaquer aux principaux points faibles. Une aide sera en outre apportée aux institutions pour déterminer et mobiliser des ressources appropriées d'assistance technique concernant trois grands domaines : les méthodes et les compétences de recherche, la communication et le rayonnement et le développement organisationnel général.

L'Initiative vise également à soutenir l'apprentissage entre pairs en réunissant les institutions subventionnées, des experts internationaux ainsi que d'autres intervenants.

Tester le modèle – Mesurer les changements

L'Initiative Think tank le dit sans ambages : un « meilleur » financement donne lieu à des institutions viables et d'une efficacité accrue, et donc, à de meilleures politiques de développement. Mais comment, au bout de 5, voire 10 ans, peut-on s'en assurer ?

Comme on peut l'imaginer, évaluer les répercussions d'un programme de cette nature est fort complexe. C'est pourquoi l'Initiative a investi considérablement dans le développement de son système de suivi et d'évaluation. Ce système contribuera à assurer la reddition de comptes et à améliorer les performances tout en créant et en contrôlant les apprentissages à différents échelons.

Il se penchera sur les changements d'ordre institutionnel et national ainsi que ceux touchant le programme, à l'aide du suivi d'indicateurs spécifiques et d'une recherche évaluative sur des questions d'importance. En outre, une évaluation externe du programme permettra d'avoir une vision indépendante et éclairée sur l'activité de l'Initiative, de mesurer l'atteinte de ses objectifs ainsi que les résultats et l'efficacité de la programmation.

Durant les deux premières années du programme, les activités de suivi et d'évaluation se sont concentrées sur le développement et l'application d'un cadre de résultats pour définir des indicateurs de progrès, à la fois chez les bénéficiaires individuels et dans l'ensemble du programme. L'Initiative a également élaboré une série d'outils de suivi afin de recueillir au fil du temps des données sur la qualité de la recherche, sur les liens entre recherche et politiques et sur le rendement organisationnel de l'ensemble des institutions subventionnées, ainsi que sur l'efficacité du programme et de son approche vis-à-vis du renforcement des capacités organisationnelles de ces institutions.

Maintenant que le suivi est en cours, le programme entend effectuer des recherches pour mieux appréhender des questions complexes portant par exemple sur les critères qui permettent d'évaluer la réussite des « principaux » think tanks du monde, sur les motifs qui influent sur la demande des décideurs politiques en matière de résultats de recherches ou encore sur les facteurs déterminants de l'investissement dans la recherche locale.

« L'une des questions clés à laquelle sont confrontées les institutions de recherche sur les politiques en Afrique est la manière dont les activités de suivi et d'évaluation permettent de comprendre les répercussions de la recherche sur les politiques, et leur ampleur. La recherche sur les politiques telle que nous la connaissons donne lieu à des connaissances dont les impacts et les bénéfices tendent à se disperser dans le temps et l'espace. Quels mécanismes peut-on utiliser pour suivre de manière efficace ces répercussions ? Quels doivent être les points de départ et d'arrivée ? »

Professeur Eric Eboh, African Institute for Applied Economics (AIAE), Nigeria



ÉCHANGE

Les données sur l'Initiative Think tank – Un bien public

L'Initiative recueille une grande quantité de données. Dans quatre ans, les outils de suivi et d'évaluation auront donné lieu à de nombreuses observations provenant d'un nombre important d'institutions. Comment stocker ces données de façon sécuritaire au sein du programme et les partager avec d'autres ? Comment trouver un équilibre entre mise en commun des connaissances et respect de la confidentialité des institutions récipiendaires ? Et comment utiliser les informations de façon qui soit utile aux think tanks et à ceux qui les soutiennent ?

Le programme élabore actuellement une base de données en ligne qui permettra de répondre à ces défis. Elle contiendra toutes les statistiques générées par l'Initiative et sera accessible pour le personnel du programme ainsi que pour les institutions récipiendaires, qui pourront télécharger et visualiser leurs propres données. Certaines de ces informations seront mises à la disposition d'autres chercheurs.

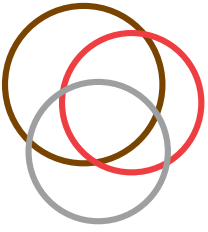
Le programme espère que cette base de données libre (open source) sera en soi d'une grande utilité pour d'autres initiatives et organismes devant traiter de grandes quantités de données.

Bientôt ! Une vaste enquête sur la communauté politique a débuté dans tous les pays où l'Initiative Think tank est active. Cette enquête auprès des responsables et décideurs politiques aura pour but :

- d'aider à comprendre la nature de la communauté politique au sens large dans laquelle évoluent des think tanks dans un pays donné, et d'indiquer comment chaque think tank est perçu par rapport à sa contribution aux processus de décisions et aux autres demandes politiques de ce pays ;
- d'offrir à chaque think tank une base de réflexion sur son propre rendement, ce qui lui permettra d'identifier une partie de ses principaux besoins en matière de capacité organisationnelle ;
- de permettre le suivi des grands changements survenus dans la communauté politique d'un pays donné et la mesure dans laquelle chaque think tank s'est adapté à ces changements.

Les résultats de l'enquête de référence menée en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest seront disponibles fin 2010. Une seconde enquête en Amérique latine et en Asie du Sud est prévue pour 2011.





TÉNACITÉ FACE AUX DÉFIS MAJEURS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

« Les agences gouvernementales ainsi que d'autres institutions commencent à se rendre compte à quel point notre travail est important pour le développement économique du Ghana, et ils reviennent progressivement vers nous pour y trouver conseils, informations et indicateurs. »

Clement Abiadeke, Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER), Ghana.

Les think tanks soutenus par le programme sont déterminés à utiliser la recherche pour alimenter et influencer les débats sur les politiques sociales et économiques nationales, en particulier dans le domaine de la croissance, de l'équité et de la lutte contre la pauvreté.

Il s'agit d'institutions très diverses : certaines sont récentes et de petite taille, d'autres ont un long historique dans leur pays; certaines ont un fort rayonnement chez les groupes de citoyens, d'autres sont des centres de recherche traditionnels; enfin, certaines sont rattachées à des universités alors que d'autres sont autonomes.

Mais elles ont un point commun essentiel : chaque institution dispose d'une grande expérience dans la recherche et l'analyse rigoureuse de questions liées aux politiques nationales, sociales et économiques, et chacune manifeste un vif désir de stimuler les débats politiques publics dans leur pays, dans le but de favoriser une croissance durable et une diminution de la pauvreté. Voilà ce qui fait de ces institutions des partenaires prometteurs.

Un processus de sélection compétitif

Les 52 institutions récipiendaires, dans 23 pays, ont été sélectionnées lors d'un long processus d'évaluation. Le programme a organisé deux appels à manifestations d'intérêt, le premier en 2008 en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest, le deuxième en 2009 en Amérique latine et en Asie du Sud, avec un total de plus de 600 propositions.

Les chiffres

Afrique de l'Est	Afrique de l'Ouest	Amérique latine	Asie du Sud
5 pays	6 pays	7 pays	5 pays
136 propositions	148 propositions	165 propositions	158 propositions
13 institutions sélectionnées	11 institutions sélectionnées	12 institutions sélectionnées	16 institutions sélectionnées

Le processus

Examen initial	Pour éliminer les institutions qui ne répondaient pas aux critères de sélection
Évaluation interne	Pour évaluer les propositions et les documents d'appui des institutions concurrentielles
Visites institutionnelles	Visites de 2 jours aux institutions présélectionnées, effectuées par le personnel du programme et des consultants pour évaluer les forces et les aspects de l'institution pouvant faire l'objet d'améliorations
Examens par les pairs	Pour évaluer la qualité des produits de recherche soumis par les candidats concurrentiels
Examen du Groupe consultatif international	Examen final des institutions par les conseillers du programme afin de formuler des recommandations au Comité exécutif de l'Initiative
Sélection finale par le Comité exécutif	Pour approuver les recommandations du Groupe consultatif international et sélectionner le groupe final.

Pour une communauté de think tanks

Les institutions soutenues par le programme sont porteuses de changement : elles œuvrent pour de meilleures politiques dans leur pays, elles s'efforcent de croître en vigueur et, en tant que récipiendaires de l'Initiative, elles font partie d'un groupe relativement restreint d'institutions qui mettent à l'épreuve de nouvelles approches pour aider à résoudre les problèmes majeurs de leurs pays.

En tant que pionnières, elles ont besoin d'un espace pour partager leurs questions, leur apprentissage, leurs résultats et leurs bonnes pratiques les unes avec les autres. Elles ont également besoin de tisser un réseau et de concrétiser leurs idées.

Pendant les deux premières années du programme, deux activités d'apprentissage « entre pairs » ont eu lieu avec le groupe d'institutions africaines. La première s'est déroulée en mai 2009 à Dakar, au Sénégal, et a lancé le processus de partage des connaissances sur des sujets d'importance pour les think tanks dans la région. Trois sessions ont été organisées pour discuter de la planification stratégique et la mobilisation des ressources, des stratégies de communication et d'engagement en matière de politiques, ainsi que le recrutement et la conservation des chercheurs. Les participants étaient des membres des institutions sélectionnées, qui ont discuté de leurs approches et des défis à relever dans les domaines mentionnés ci-dessus.

DIVERSITÉ

Les think tanks à l'œuvre

L'organisation Advocates Coalition for Development and Environment (ACODE) évalue la prestation de services en Ouganda, ce qui aidera les électeurs à talonner leurs dirigeants locaux.

L'Economic Policy Research Centre (EPRC) suit de près les dépenses gouvernementales en Ouganda, ce qui permettra de s'assurer que les ressources parviennent effectivement aux bénéficiaires à qui elles sont destinées.

L'Institute of Economic Affairs (IEA) énonce des recommandations pour fournir un cadre réglementaire à l'exploration et à l'utilisation des revenus du pétrole au Ghana, ce qui permettra d'exploiter ces importantes ressources du pays de façon durable et de les consacrer aux investissements nationaux prioritaires.

L'Initiative prospective agricole et rurale (IPAR) s'intéresse aux politiques agricoles et au chômage au Sénégal, deux défis majeurs pour l'Afrique.

Le Centre d'études, de documentation et de recherche économiques et sociales (CEDRES) a déjà permis de modifier la législation fiscale sur le riz au Burkina Faso, ce qui a fait baisser le prix de cette denrée de base.

La seconde activité a eu lieu en mars 2010 à Nairobi, au Kenya. En réponse à la demande des institutions, l'atelier s'est penché sur le suivi et l'évaluation. L'activité a mis en lumière une série de concepts, de méthodes et d'outils visant au développement d'une culture de l'évaluation au sein des institutions de recherche, ainsi qu'à l'élaboration de stratégies de suivi et d'évaluation. Elle a aussi permis d'explorer les moyens par lesquels l'évaluation pouvait améliorer des points clés touchant le rendement organisationnel.

L'Initiative Think tank s'attachera à continuer de fournir des occasions d'échange et d'apprentissage. Des activités similaires auront lieu fin 2010 en Amérique latine et en Asie du Sud et, en 2011, le programme organisera un grand Forum qui réunira des think tanks subventionnés et non subventionnés, des experts internationaux, des décideurs politiques ainsi que d'autres intervenants.

Défis à relever par les think tanks africains

Les conférences de Dakar et de Nairobi ont été le lieu de vives discussions sur quelques-unes des plus importantes questions qu'ont à traiter ces institutions de recherche. Certains de ces points clés sont résumés ci-dessous :

Recherche

- Conservation et motivation de chercheurs de haut niveau
- Contrôle de la qualité des recherches
- Maintien des connaissances en matière de méthodes de recherche

Politiques

- Mesure du degré d'adoption des recommandations de politiques
- Accès et développement de relations avec les décideurs politiques et les leaders d'opinion
- Traduction des résultats de la recherche en un langage que les décideurs, les médias et les groupes de la société civile arrivent à comprendre et utiliser

Organisation

- Développement et mise en œuvre de stratégies de qualité pour le suivi et l'évaluation
- Gestion de la transition de leadership et des ressources humaines
- Établissement et maintien de bonnes relations avec les Conseils d'administration
- Mobilisation des ressources financières

LOCAL

Visites institutionnelles – Un bien pour tous

Les visites institutionnelles d'évaluation sur 2 jours ont constitué un élément essentiel du processus de sélection et d'évaluation. Au cours de cet exercice, les institutions ont pris vie aux yeux de leurs évaluateurs. Ce n'était plus simplement des propositions écrites, mais des individus avec des histoires et des idées à partager. Les évaluateurs et le programme n'ont pas été les seuls à tirer parti de ces visites ; les institutions elles-mêmes ont trouvé ce processus éclairant et utile, et nombre d'entre elles ont même utilisé le processus d'évaluation organisationnelle pour leur propre compte.

Voici les commentaires de quelques institutions au sujet des visites :

« Même si notre Conseil venait d'approuver un nouveau Programme de travail et Plan stratégique sur dix ans, nous n'étions pas certains de la manière de procéder pour la mise en œuvre de ce plan. Les visites et le processus d'évaluation nous ont aidés à raffiner notre stratégie et à axer sur l'action la conception de nos programmes et activités de développement institutionnel. L'expérience que nous avons tirée du processus nous a particulièrement aidés à préciser la définition des résultats attendus de nos recherches et de leur communication. Ces résultats nous permettront de mettre en place un système d'évaluation du personnel et de rémunération en fonction du rendement. »

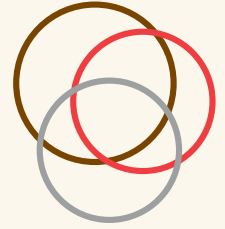
Godber Tumushabe, Advocates Coalition for Development and Environment (ACODE), Ouganda.

« Le processus nous a permis de nous pencher sur notre relation à la sphère politique et sur la manière de systématiquement décrire et commenter l'influence que le Centre a exercée au fil du temps, ainsi que les avenues que nous souhaiterions emprunter dans l'avenir. »

Rajeev Bhargava, Centre for the Study of Developing Societies (CSDS), Inde.

« La visite du personnel de l'Initiative Think tank au CPED et les outils qui ont été utilisés pour l'évaluation étaient instructifs et utiles pour notre institution. Nous pouvons dire que même si nous n'étions pas sélectionnés, les outils d'évaluation nous serviront toujours pour améliorer la qualité de nos recherches, nos performances organisationnelles ainsi que les liens entre recherche et politiques, communication et rayonnement. » Professeur Andrew Onokerhoraye, Centre for Population and Environmental Development (CPED), Nigeria.

« Le CEDRES n'avait jamais vraiment eu de système comptable qui suivait les règles existantes. C'est une des recommandations évidente mais importante qui a été formulée lors des visites de l'Initiative. Aujourd'hui, le Centre est en train d'organiser son système de comptabilité. » Professeur Taladidia Thiombiano, Centre d'études, de documentation et de recherche économiques et sociales (CEDRES), Burkina Faso.



Professeur Léonard Wantchékon,
Directeur général de l'IREEP

PROFIL : UNE LONGUEUR D'AVANCE DANS LA RÉFLEXION

Institut de recherche empirique en économie politique (IREEP), Bénin

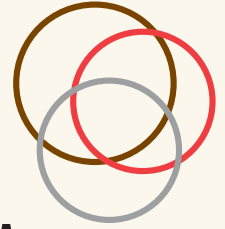
L'Institut de recherche empirique en économie politique (IREEP) est une institution novatrice à but non lucratif vouée à la formation en économie publique et en statistiques appliquées, ainsi qu'à la recherche sur l'évaluation de l'impact des politiques publiques. Créé en 2004, l'institut est rapidement devenu une institution de formation crédible offrant un programme de maîtrise à plus de 20 diplômés, et s'est révélé un partenaire essentiel des institutions internationales qui réalisent des sondages et des évaluations d'impact au Bénin. L'IREEP intervient dans un grand nombre de domaines, tels que la démocratie, la gouvernance, l'éducation, la santé, la gestion participative et l'énergie.

L'IREEP s'est récemment engagé dans un projet de recherche-action en collaboration avec le ministère de l'Éducation préprimaire et primaire. Dans le cadre de ce projet, l'IREEP est en train de créer des conseils d'éducation locaux dans 36 municipalités. Ces conseils, composés de dirigeants locaux, travaillent directement avec le gouvernement local à la planification et à l'organisation d'activités éducatives dans leur district. Les conseils vont décider ensemble des dépenses budgétaires et utiliser les données recueillies par l'IREEP pour contribuer aux débats sur l'éducation, au niveau de la communauté. Ce projet s'étalera sur deux ans et l'on espère que cette démarche participative à l'échelon municipal produira de bons résultats en matière d'éducation, pour finalement aboutir à l'adoption de réformes dans la gestion du secteur de l'enseignement au niveau des écoles maternelles et primaires du Bénin.

Outre la formation et la recherche, l'IREEP organise également des activités de communication sous la forme de séminaires où les chercheurs présentent les résultats d'études aux acteurs concernés. En 2006, avant les élections présidentielles, l'Institut a réalisé un sondage qui a permis de connaître les préférences des électeurs et il a mis en œuvre un programme local visant à informer les populations et les candidats. Le but de cette étude était d'éviter le clientélisme électoral des partis politiques et d'encourager la transparence des stratégies utilisées lors de campagnes électorales. Les résultats ont été présentés en 2007, lors d'un atelier qui a permis de renforcer les capacités des partis politiques.

De l'avis de l'IREEP, s'il arrive à mener de telles recherches innovantes, c'est grâce au financement souple du type de celui que lui offre la subvention accordée par l'Initiative Think tank. Selon le Directeur général de l'IREEP, le professeur Léonard Wantchékon, le financement de l'Initiative permet à l'Institut de mener des recherches sur des sujets qui n'intéressent que rarement les bailleurs de fonds, bien qu'ils soient d'une importance cruciale pour les municipalités et leurs populations. Comme le déclarait le professeur Wantchékon : « Si on dispose d'un financement de base, on est libre [...] d'élargir l'éventail de ses recherches, d'être plus créatif et de pouvoir faire ce que, en tant qu'institution de recherche indépendante, on estime important, et non pas nécessairement ce que les bailleurs de fonds trouvent important. »

QUALITÉ DES
RECHERCHES



Assefa Admassie,
Directeur général de l'EEA

PROFIL : UN ACTEUR ESSENTIEL DANS LA FORMULATION DES POLITIQUES EN ÉTHIOPIE

Ethiopian Economic Association / Ethiopian Economic Policy Research Institute (EEA / EEPRI)

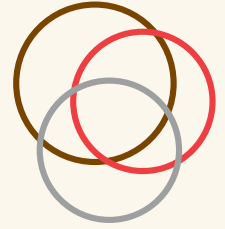
L'Ethiopian Economic Association (EEA), créée en 1992, se veut une association professionnelle laïque à but non lucratif et sans allégeance politique. Sa mission est de représenter les intérêts professionnels de ses membres, de faire avancer l'économie en tant que discipline et de contribuer au développement économique de l'Éthiopie en effectuant des recherches et des analyses rigoureuses axées sur les politiques. Afin de mieux répondre à cette mission, l'EEA a créé en 2000 l'Ethiopian Economic Policy Research Institute (EEPRI), la composante de mise en œuvre de l'Association.

Depuis sa création, l'EEA a mené plus de 100 projets de recherche et a organisé plusieurs sessions de formation ainsi que des forums de discussion sur des sujets d'économie. La plupart de ces projets et événements ont été développés à la demande de partenaires bilatéraux, allant de groupes du secteur public et privé à des universités, des agences gouvernementales et des cabinets de conseil privés.

Toutes les recherches ont été menées dans le but premier d'atteindre et d'informer les décideurs politiques, même si l'EEA connaît d'expérience les défis auxquels sont confrontés les think tanks locaux qui tentent d'influencer et d'informer les politiques. Selon les termes du directeur général de l'EEA, Assefa Admassie, « il est toujours très difficile pour un organisme de recherche d'affirmer avec certitude qu'il a éclairé ou influencé les politiques publiques. C'est que les points de référence manquent. De plus, les décideurs politiques reconnaissent rarement la contribution des organisations de recherche, en particulier des organisations indépendantes, même s'ils ont fait leurs idées suggérées par ces organisations. »

Et pourtant, malgré ces difficultés, des signes positifs apparaissent quant aux répercussions de ses résultats. La demande des organisations nationales et internationales pour des recherches de l'EEA/EEPRI augmente régulièrement. Les chercheurs et le personnel de l'EEA sont largement reconnus comme experts dans leur domaine et sont invités à presque tous les forums de discussion organisés par le gouvernement, le secteur privé et les organisations internationales en Éthiopie où les questions économiques sont à l'ordre du jour. Enfin, l'intérêt et la participation aux forums de discussion de l'EEA, tels que Vision 2020 et la Conférence annuelle sur l'économie éthiopienne, sont en constante augmentation.

LIENS ENTRE RECHERCHE
ET POLITIQUES



**Professeur Massa Coulibaly
(à gauche) et Boubacar
Bougoudogo, du GREAT**

PROFIL : DE GRANDES ATTENTES

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT), Mali

Le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) est une institution de recherche socio-économique visant à renforcer les capacités locales pour le développement et l'analyse des politiques économiques au Mali. Les sujets de recherche essentiels du GREAT, fondé en 1999, sont l'analyse de la pauvreté, la croissance favorable aux pauvres, et les liens entre décentralisation, pauvreté et inégalité.

Le Directeur général et fondateur de l'institut, le professeur Massa Coulibaly, est un chercheur permanent bien connu au Mali. De plus, le GREAT a su gagner le respect dans la région et a collaboré avec des organisations internationales telles que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

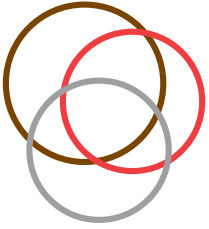
Les recherches du GREAT sur le profil de la pauvreté au Mali sont citées par de nombreux partenaires financiers et de développement du pays, ainsi que par des agences gouvernementales. Le GREAT a également réalisé une étude importante sur le Tarif extérieur commun (TEC) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui visait à aider la CEDEAO à élaborer des mesures de protection appropriées en vue d'assurer la bonne mise en œuvre du TEC.

Malgré la réputation du GREAT pour ses excellentes recherches et analyses, l'institut reste petit, son principal défi étant d'élaborer des recommandations en matière de politiques touchant à une gamme accrue de questions d'importance pour le pays. Le GREAT entend donc utiliser les fonds apportés par l'Initiative Think tank pour consolider sa position et étendre sa portée et son influence dans le pays.

Tout en s'engageant dans un exercice complet de planification stratégique destiné à mieux définir son programme de recherche et ses besoins institutionnels, le GREAT prend aussi des mesures très spécifiques, comme l'embauche de personnel de recherche de grande qualité et l'amélioration de ses installations de recherche.

« Notre travail, a déclaré le professeur Coulibaly, est important pour nous et, je pense, important pour le gouvernement, pour la population malienne et pour le développement de notre pays. » Le GREAT fait preuve d'un immense potentiel et sera assurément un think tank à suivre dans les années à venir.

PERFORMANCE
ORGANISATIONNELLE



UN REGARD VERS L'AVENIR

Durant ses deux premières années, l'Initiative Think tank a mis en œuvre avec succès des activités liées à la sélection des institutions de recherche dans les quatre régions, a appuyé et suivi le premier groupe de think tanks sélectionné et a commencé à effectuer des recherches visant à orienter la programmation.

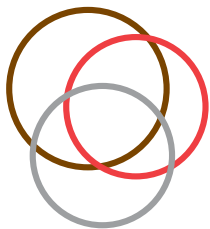
Pour sa troisième année, l'accent sera mis essentiellement sur le soutien au travail de tous les think tanks subventionnés. L'Initiative travaillera en étroite collaboration avec l'ensemble des récipiendaires, renforcera sa composante de recherche, mettra en œuvre sa stratégie de suivi et d'évaluation et commencera à diffuser les premiers apprentissages issus de ce modèle de financement.

Les nouveaux récipiendaires d'Amérique latine et d'Asie du Sud auront l'occasion de se réunir pour la première fois afin de discuter des questions cruciales touchant à la recherche sur les politiques. L'initiative et les think tanks étudieront également d'autres moyens de renforcer les capacités, comme des échanges institutionnels, des formations à l'échelle du pays, des forums virtuels et des évaluations par les pairs.

Au sein de l'Initiative, une importance particulière sera accordée à l'élaboration d'un programme de recherche visant à déterminer la meilleure manière de soutenir les capacités locales de recherche pour leur permettre d'influencer les décisions en matière de politiques économiques et sociales. Ce travail devrait représenter une contribution essentielle pour tous ceux qui cherchent à appuyer le plus efficacement possible la recherche sur les politiques.



Curt Carnemark / Banque mondiale



LES RÉCIPIENDAIRES DE L'INITIATIVE THINK TANK

AFRIQUE DE L'EST

Éthiopie

Ethiopian Development Research
Institute (EDRI)

Ethiopian Economic Association/
Ethiopian Economic Policy Research
Institute (EEA/EEPRI)

Kenya

Center for Research and Technology
Development (RESTECH Center)

Institute of Economic Affairs – Kenya
(IEA Kenya)

Institute of Policy Analysis and Research –
Kenya (IPAR Kenya)

Kenya Institute for Public Policy Research
and Analysis (KIPPRA)

Ouganda

Advocates Coalition for Development and
Environment (ACODE)

Economic Policy Research Centre (EPRC)

Makerere Institute of Social Research (MISR)

Rwanda

Institute of Policy Analysis and Research –
Rwanda (IPAR Rwanda)

Tanzanie

African Technology Policy Studies Network –
Tanzania Chapter (ATPS Tanzania)

Economic and Social Research Foundation
(ESRF)

Research on Poverty Alleviation (REPOA)

AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin

Institut de recherche empirique en économie
politique (IREEP)

Burkina Faso

Centre d'études, de documentation
et de recherche économiques et sociales
(CEDRES)

Ghana

Institute of Economic Affairs – Ghana
(IEA Ghana)

Institute of Statistical, Social and
Economic Research (ISSER)

Mali

Groupe de recherche en économie
appliquée et théorique (GREAT)

Nigéria

African Institute for Applied Economics
(AIAE)

Center for the Study of the Economies
of Africa (CSEA)

Centre for Population and Environmental
Development (CPED)

Nigerian Institute of Social and Economic
Research (NISER)

Sénégal

Consortium pour la recherche économique
et sociale (CRES)

Initiative prospective agricole et rurale (IPAR)

AMÉRIQUE LATINE

Bolivie

Fundación ARU

Instituto de Estudios Avanzados
en Desarrollo (INESAD)

Équateur

Centro Ecuatoriano de Derecho
Ambiental (CEDA)

Fundación para el Avance de las Reformas
y las Oportunidades (Grupo FARO)

Salvador

Fundación Dr. Guillermo Manuel Ungo
(FUNDAUNGO)

Fundación Salvadoreña para El Desarrollo
Económico y Social / Departamento de
Estudios Económicos y Sociales
(FUSADES/DEES)

Guatemala

Asociación de Investigación y Estudios
Sociales (ASIES)

Honduras

Foro Social de Deuda Externa y Desarrollo
de Honduras (FOSDEH)

Paraguay

Centro de Análisis y Difusión de la Economía
Paraguaya (CADEP)

Instituto Desarrollo (ID)

Pérou

Grupo de Análisis para el Desarrollo (GRADE)
Instituto de Estudios Peruanos (IEP)

ASIE DU SUD

Bangladesh

Centre for Policy Dialogue (CPD)

Institute of Governance Studies (IGS)

Inde

Center for Study of Science, Technology and
Policy (CSTEP)

Centre for Budget and Governance
Accountability (CBGA)

Centre for Policy Research (CPR)

Centre for the Study of Developing Societies
(CSDS)

Indian Institute of Dalit Studies (IIDS)

Institute of Economic Growth (IEG)

Institute of Rural Management (IRMA)

National Council of Applied Economic
Research (NCAER)

Public Affairs Centre (PAC)

Népal

Institute for Social and Environmental
Transition – Nepal (ISET-N)

Pakistan

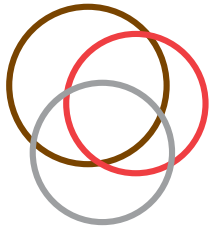
Social Policy and Development Centre
(SPDC)

Sustainable Development Policy Institute
(SDPI)

Sri Lanka

Centre for Poverty Analysis (CEPA)

Institute of Policy Studies of Sri Lanka (IPS)



ÉQUIPE ET CONSEILLERS

Groupe consultatif international (GCI)

RUKMINI BANERJI

Rukmini Banerji est actuellement directrice de programme à Pratham. Chargée de superviser les activités dans plusieurs grands États du nord de l'Inde, elle est également à la tête de l'équipe qui prépare l'*Annual Status of Education Report*, la plus vaste étude annuelle menée par des citoyens de l'Inde pour surveiller la situation de l'enseignement élémentaire dans le pays. Après avoir reçu une formation d'économiste en Inde, Mme Banerji a été boursière Rhodes à l'Université d'Oxford puis a terminé son doctorat à l'Université de Chicago.

PAUL COLLIER

Paul Collier est professeur d'économie et directeur du Centre for the Study of African Economies à l'Université d'Oxford. Il est actuellement conseiller auprès du Département de la stratégie et des politiques du Fonds monétaire international et conseiller pour la région d'Afrique auprès de la Banque mondiale. Son dernier ouvrage s'intitule *The Plundered Planet: Why We Must – and How We Can – Manage Nature for Global Prosperity*. Il est également l'auteur de deux autres livres : *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It* et *Wars, Guns and Votes: Democracy in Dangerous Places*.

NANCY BIRDSALL

Nancy Birdsall est la présidente fondatrice du Center for Global Development. Avant la création de ce centre, Mme Birdsall avait travaillé pendant trois ans comme associée principale et directrice du projet sur la réforme économique au Carnegie Endowment for International Peace, et comme vice-présidente de la Banque interaméricaine de développement de 1993 à 1998. Pendant les 14 années précédentes, elle avait occupé des postes dans les domaines de la recherche, des politiques et de la gestion à la Banque mondiale. Elle a publié, en tant qu'auteure, coauteure ou directrice de publication, plus de douze ouvrages et plus d'une centaine d'articles dans des livres et revues spécialisées.

NICOLÁS DUCOTÉ

Nicolás Ducoté est cofondateur du CIPPEC, un important think tank en Argentine et en Amérique latine. Il a occupé le poste de directeur de la Escuela Nacional de Gobierno et du Centro de Cooperación Internacional en Administración Pública, a été membre du conseil d'administration de l'Instituto Nacional de la Administración Pública et consultant international auprès des Nations Unies. M. Ducoté est l'auteur de nombreux articles sur les politiques publiques publiés dans les médias nationaux argentins et de cinq articles parus dans des publications internationales. Il a également fait l'objet de plus de 50 reportages nationaux et internationaux.

RASHAD CASSIM

Rashad Cassim est directeur général adjoint, statistiques économiques, à Statistics South Africa, où il est chargé de la production de toutes les statistiques économiques officielles du pays. Avant son arrivée à Statistics South Africa en juillet 2006, il a dirigé pendant trois ans l'École des sciences économiques et commerciales de l'Université du Witwatersrand, à Johannesburg. Il a également été directeur exécutif de Trade and Industrial Policy Strategies, un think tank sud-africain. Il est titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Université du Cap.

REBECA GRYNSPAN

Rebeca Grynsan est administratrice associée du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Avant cette nomination, elle a été pendant quatre ans administratrice associée et directrice régionale du Bureau régional du PNUD pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Outre son expérience en tant que conseillère, conférencière et auteure, Mme Grynsan a participé activement à des initiatives clés des Nations Unies, telles que le Groupe de travail sur la pauvreté et le développement économique du Projet Millenium et le Groupe de haut niveau sur le financement du développement.

RAKESH MOHAN

Rakesh Mohan est professeur à l'école de gestion et agrégé supérieur à l'Université Yale. Il est également chercheur universitaire principal non résident au Stanford Centre for International Development, à l'Université de Stanford. Il a travaillé comme sous-gouverneur de la Reserve Bank of India et à titre de secrétaire du département des affaires économiques du ministère des Finances indien.

MAUREEN O'NEIL

Maureen O'Neil est présidente de la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé. Avant cette nomination, Mme O'Neil était présidente du Centre de recherches pour le développement international (1997-2008) et, avant cela, présidente par intérim du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique et présidente de l'Institut Nord-Sud. Elle a également représenté le Canada au sein de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme et de comités de l'Organisation de coopération et de développement économiques et a été membre du Comité de planification du développement des Nations Unies ainsi que du conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.

MARIE-ANGÉLIQUE SAVANÉ

Marie-Angélique Savané est consultante internationale. Elle est l'ancienne présidente du Panel d'éminentes personnalités pour le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs au Sénégal et a travaillé avec plusieurs organisations internationales et agences des Nations Unies, notamment l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Fonds des Nations Unies pour la population. Mme Savané a également été membre actif de la Commission du Sud, de la Commission sur la gouvernance mondiale et de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle.

Équipe de l'Initiative Think tank**EN AFRIQUE DE L'EST :**

John Okidi – Administrateur de programme principal

Paul Okwi – Administrateur de programme principal

EN AFRIQUE DE L'OUEST :

Diakalia Sanogo – Administrateur de programme principal

Elias Ayuk – Spécialiste de programme principal

EN AMÉRIQUE LATINE :

Antonio Cicioni – Administrateur de programme principal

Carolina Robino – Administratrice de programme

EN ASIE DU SUD :

Samar Verma – Administrateur de programme principal

À OTTAWA :

Marie-Claude Martin – Gestionnaire de programme

Peter Taylor – Spécialiste de programme principal.

Maria Urbina-Fauser – Agente de communication et d'apprentissage

Véronique McKinnon – Agente de recherche

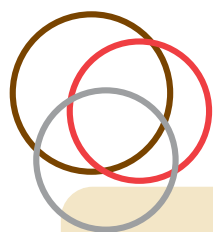
Caitlin Myles – Agente de recherche

Sara D'Arcy – Adjointe de programme

Jennifer McDonald – Administratrice de subventions

Janet Oropeza – Stagiaire de recherche

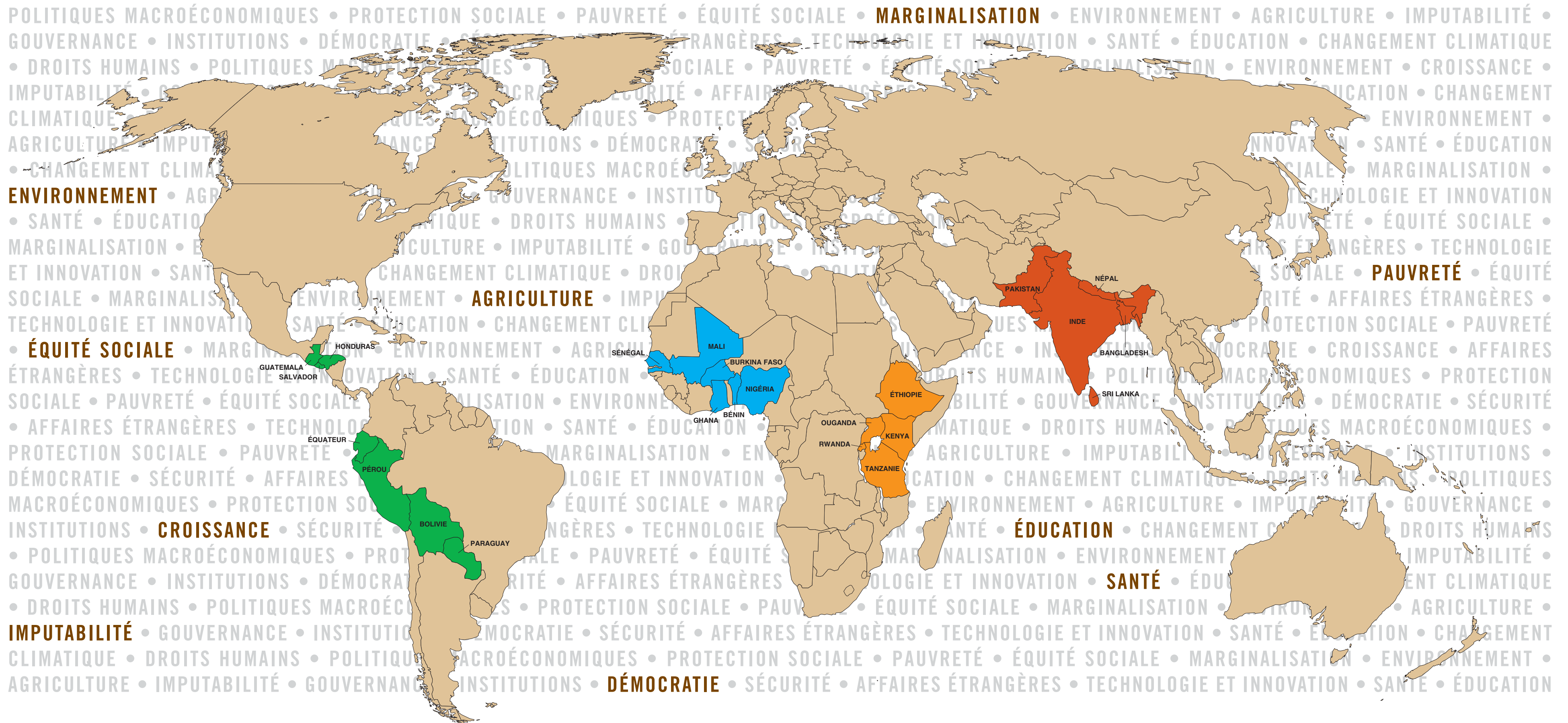
Katy Stockton – Bourse pour le développement professionnel



RÉSUMÉ FINANCIER

	Déc. 2007 – mars 2009	Avril 2009 – mars 2010	Total
Contributions	1 936 355	9 206 689	11 143 044
Fondation William et Flora Hewlett	119 812	1 823 165	1 942 977
Fondation Bill & Melinda Gates		6 314 117	6 314 117
Centre de recherches pour le développement international	1 816 543	1 069 407	2 885 950
Dépenses	1 936 355	9 206 689	11 143 044
Frais d'exploitation	1 299 156	1 923 560	3 222 716
Processus d'appel et de sélection	368 217	123 074	491 291
Suivi et évaluation	43 154	164 703	207 857
Frais de recherche	212 991	6 154 330	6 367 321
Frais d'administration	12 837	841 022	853 859

CARTOGRAPHIE DE LA RECHERCHE SUR LES POLITIQUES



L'Initiative Think tank est un programme mobilisant plusieurs bailleurs de fonds qui soutient 52 institutions indépendantes de recherche sur les politiques, ou « think tanks », dans les pays en développement, afin de leur permettre de réaliser des recherches objectives susceptibles d'éclairer et d'influencer les politiques publiques. Pour plus d'informations, consulter le site www.idrc.ca/thinktank

AMÉRIQUE LATINE		AFRIQUE DE L'OUEST		AFRIQUE DE L'EST		ASIE DU SUD	
Bolivie Fundación ARU Instituto de Estudios Avanzados en Desarrollo (INESAD)	Guatemala Asociación de Investigación y Estudios Sociales (ASIES)	Bénin Institut de recherche empirique en économie politique (IREEP)	Nigéria African Institute for Applied Economics (AIAE)	Éthiopie Ethiopian Development Research Institute (EDRI)	Ouganda Advocates Coalition for Development and Environment (ACODE)	Bangladesh Centre for Policy Dialogue (CPD)	Institute of Rural Management (IRMA)
Équateur Centro Ecuatoriano de Derecho Ambiental (CEDA)	Honduras Foro Social de Deuda Externa y Desarrollo de Honduras (FOSDEH)	Burkina Faso Centre d'études, de documentation et de recherche économiques et sociales (CEDRES)	Center for the Study of the Economies of Africa (CSEA)	Ethiopian Economic Association/Ethiopian Economic Policy Research Institute (EEA/EEPRI)	Economic Policy Research Centre (EPRC)	Inde Center for Study of Science, Technology and Policy (CSTEP)	National Council of Applied Economic Research (NCAER)
Salvador Fundación Dr. Guillermo Manuel Ungo (FUNDAUNGO)	Paraguay Centro de Análisis y Difusión de la Economía Paraguaya (CADEP)	Ghana Institute of Economic Affairs – Ghana (IEA Ghana)	Centre for Population and Environmental Development (CPED)	Kenya Center for Research and Technology Development (RESTECH Center)	Makerere Institute of Social Research (MISR)	Népal Institute for Social and Environmental Transition – Nepal (ISET-N)	Public Affairs Centre (PAC)
Pérou Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social / Departamento de Estudios Económicos y Sociales (FUSADES/DEES)	Paraguay Instituto Desarrollo (ID)	Mali Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT)	Nigerian Institute of Social and Economic Research (NISER)	Tanzanie African Technology Policy Studies Network – Tanzania Chapter (ATPS Tanzania)	Rwanda Institute of Policy Analysis and Research – Rwanda (IPAR Rwanda)	Pakistan Social Policy and Development Centre (SPDC)	Sustainable Development Policy Institute (SDPI)
			Initiative prospective agricole et rurale (IPAR)	Kenya Institute of Policy Analysis and Research – Kenya (IPAR Kenya)	Rwanda Economic and Social Research Foundation (ESRF)	Sri Lanka Centre for Poverty Analysis (CEPA)	Institute of Policy Studies of Sri Lanka (IPS)
				Kenya Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPR)	Rwanda Research on Poverty Alleviation (REPOA)		